

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/46028]

**28 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toelating van schoolradio's**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videodelende diensten, artikel 3.1.3-12;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap de radiofrequenties heeft gecoördineerd die zijn toegewezen aan schoolradiostations, inzonderheid bij hun initiële machtiging;

Gelet op het gunstig advies van 30 augustus 2023 van de "Conseil supérieur de l'éducation aux médias";

Gelet op het besluit van 14 maart 2019 tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 31 augustus 2018 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de coördinatie van de radiofrequenties voor uitzendingen in de frequentieband 87,5-108 MHz;

Op de voordracht van de minister van Media en de minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De volgende onderwijsinrichting wordt gemachtigd als schoolradiostation met een radiofrequentietoewijzing voor een periode van vier schooljaren:

| Naam schoolinrichting                                     | Radiofrequentie   |
|---|-------------------|
| INSTITUUT NOTRE-DAME<br>Rue de Givet 21<br>5570 BEAURAING | BEURAING 88.3 MHz |

De technische kenmerken van deze radiofrequentie worden opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

**Art. 2.** De minister van Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2023.

Brussel, 28 september 2023.

Voor de regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/000244]

**21 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (ci-après " décret »), en particulier les articles 63, §§ 1<sup>er</sup> et 3, et 63/1 à 63/3, 64, 64/1, 71 et 124/1, § 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse ;

Vu le " test genre » établi le 30 juin 2023 conformément à l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'avis n°43 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu l'avis n° 148/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 20 octobre 2023 ;

Vu l'avis n° 74.846/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'article 124/1, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret prévoit l'obligation pour le tribunal de la jeunesse de soumettre le jeune à une évaluation spécifique (réalisée, en institution publique, par une unité d'évaluation et orientation ou, dans le milieu de vie du jeune, par une équipe mobile d'accompagnement via une mission d'investigation et d'évaluation) préalablement à sa prise en charge en unité d'éducation ;

Que l'article 124/1, § 4, alinéa 2, prévoit la possibilité pour le tribunal de la jeunesse d'ordonner une mesure d'hébergement en institution publique en unité d'éducation sans avoir reçu le rapport émanant d'une unité d'évaluation et orientation d'une institution publique ou d'une équipe mobile d'accompagnement, dans certains cas, qui seront déterminés par le Gouvernement ;

Que le présent arrêté fixe ainsi les cas dans lesquels le tribunal de la jeunesse ne doit pas disposer de ce rapport avant de prendre une mesure d'hébergement en institution publique en unité d'éducation à régime ouvert ou fermé ;

Considérant que l'article 63, § 3, du décret prévoit que le Gouvernement détermine les capacités, les critères et les modalités d'utilisation des places d'urgence ;

Que les capacités des places d'urgence sont réparties en fonction des infrastructures propres aux institutions publiques ;

Que les places d'urgence ne sont disponibles qu'en régime fermé ;

Qu'il convient de distinguer les places d'urgence disponibles dans les unités d'évaluation et orientation des places d'urgence disponibles dans les unités d'éducation ;

Que pour pouvoir respecter le principe selon lequel le tribunal de la jeunesse ne peut ordonner une mesure d'hébergement en institution publique en unité d'éducation sans avoir reçu le rapport émanant d'une unité d'évaluation et orientation d'une institution publique ou d'une équipe mobile d'accompagnement d'évaluation tel que visé à l'article 124/1 du décret, l'unique place d'urgence de l'institution publique de Saint-Servais doit pouvoir être disponible, en fonction de la situation rencontrée, soit pour l'unité d'évaluation et orientation, soit pour l'unité d'éducation ;

Qu'il convient d'actualiser le tableau des types et des capacités de prise en charge dans les institutions publiques renseigné à l'article 13 de l'arrêté du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse (ci-après "arrêté du 3 juillet 2019") au regard de cette modification ;

Considérant qu'il convient de modifier l'arrêté du 3 juillet 2019 au regard des nouvelles modifications apportées au décret ;

Considérant que les registres des institutions publiques contiennent des données à caractère personnel concernant les jeunes ;

Que ces données doivent être protégées conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD) et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Considérant qu'il convient de clarifier le délai de conservation des données à caractère personnel contenues dans les différents registres établis par les institutions publiques pour ne plus le lier à la "sortie définitive du jeune" - qui est une notion trop floue - et permettre ainsi aux institutions publiques de supprimer ces données par période - en une fois, pour toutes les décisions prises au cours de la même année civile - et non plus séparément, pour chaque jeune et pour chaque registre ;

Considérant que le service de l'inspection de l'administration compétente vérifie, conformément à l'article 72 du décret, la mise en œuvre et le respect de l'ensemble des dispositions prévues par le code ou en vertu de celui-ci concernant les institutions publiques, notamment par le biais d'une présence régulière sur le terrain ;

Que la commission de surveillance exerce, conformément à l'article 73 du décret, un contrôle indépendant sur les conditions de privation de liberté des jeunes et sur le respect de leurs droits dans les institutions publiques ;

Que la commission de recours, visée à l'article 90 du décret, a pour mission de trancher les recours portés à sa connaissance concernant toute décision prise par le directeur d'une institution publique ;

Que le délégué général aux droits de l'enfant a pour mission, conformément à l'article 3 du décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, de veiller à la sauvegarde des droits et intérêts des enfants ;

Que les missions de ces quatre instances justifient qu'elles doivent pouvoir accéder aux registres des institutions publiques dans la limite de leurs missions ;

Considérant que le fonctionnaire dirigeant est compétent pour se substituer aux décisions prises par le directeur conformément aux articles 80 et suivants du décret ;

Que le fonctionnaire dirigeant doit dès lors être la personne responsable du contrôle de la motivation et du bien-fondé des décisions qui ne sont pas communiquées au jeune ;

Considérant que le jeune peut accéder à toutes les mentions des différents registres auxquels l'accès lui est autorisé ;

Qu'il ne peut toutefois pas accéder aux mentions qui concernent d'autres jeunes ;

Qu'en ce sens, le jeune ne peut accéder aux registres que pour les informations qui le concernent ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse, les mots "types et" sont abrogés.

**Art. 2.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art.4. Lorsqu'une décision n'est pas formellement motivée, en application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, le fonctionnaire dirigeant ou en cas d'absence de celui-ci, l'autorité hiérarchique de grade immédiatement inférieur, est informé, dans les vingt-quatre heures, de cette décision ainsi que des motifs qui justifient cette absence de motivation. S'il estime ces motifs insuffisants, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué ordonne que la décision soit motivée.

Toutes les décisions prises à l'égard d'un jeune par le directeur de l'institution publique sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, aux fins d'en contrôler la motivation ainsi que le bien-fondé de ne pas communiquer au jeune cette motivation. Dans ce registre sont mentionnées la motivation de la décision prise à l'égard du jeune et la motivation de la décision de ne pas communiquer au jeune la motivation de la décision le concernant.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des institutions publiques ;

2° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 73 du décret ;

3° les membres de la commission de recours visée à l'article 90 du décret, dans les limites de l'objet du recours.

Un nouveau registre reprenant les décisions visées à l'alinéa 2 est établi au début de chaque année civile. Il contient les décisions prises à l'égard du jeune, en application de l'alinéa 2, au cours de cette année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre est établi. ».

**Art. 3.** Dans le Titre II du même arrêté à la place de l'article 9, abrogé par l'article 35 du décret du 20 juillet 2023 modifiant diverses dispositions en aide à la jeunesse, il est inséré un article 9 rédigé comme suit :

“ Art. 9. Le tribunal de la jeunesse peut ordonner une mesure d'hébergement en institution publique en unité d'éducation à l'égard d'un jeune sans avoir reçu le rapport visé aux articles 63/1 et 119/1 du décret datant de six mois au plus, dans les situations suivantes :

1° lorsque le tribunal de la jeunesse fait procéder à l'étude sociale et à l'examen médico-psychologique prévus à l'article 99, alinéa 2, du décret en vue d'éventuellement se dessaisir conformément à l'article 125 du décret ;

2° le jeune est absent sans autorisation d'une institution publique depuis une période maximum de trois mois et a fait l'objet d'une prise en charge, dont la fin date de plus de six mois, par une unité d'évaluation et orientation telle que visée à l'article 63/1 du décret ou par une équipe mobile d'accompagnement dans le cadre d'une mission d'investigation et d'évaluation telle que visée à l'article 119/1 du décret ;

3° le jeune a fait l'objet d'une prise en charge par une unité d'évaluation et orientation telle que visée à l'article 63/1 du décret ou par une équipe mobile d'accompagnement dans le cadre d'une mission d'investigation et d'évaluation telle que visée à l'article 119/1 du décret et bénéficie au moment où le juge prend la mesure d'un accompagnement par une équipe mobile d'accompagnement conformément à l'article 120, 1°, du décret. ».

**Art. 4.** Dans le Titre II du même arrêté, à la place de l'article 10, abrogé par l'article 35 du décret du 20 juillet 2023 modifiant diverses dispositions en aide à la jeunesse, il est inséré un article 10 rédigé comme suit :

“ Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Les types et les capacités de prise en charge ordinaire de l'ensemble des institutions publiques sont répartis comme suit :

|  | Institution publique de protection de la jeunesse – Offre de PEC “ ordinaire » |          |       |              |               |                 |                       |
|--|--|----------|-------|--------------|---------------|-----------------|-----------------------|
| Type de PECG =<br>garçonsF =<br>filles | Braine-le-Château  | Fraipont | Jumet | Saint-Hubert | Saint-Servais | Wauthier-Braine | Total par type de PEC |
| Evaluation et orientation - ouvert     |  |          |       |              | 8 F           | 10 G            | 18                    |
| Evaluation et orientation - fermé      |  |          |       | 30 G         | 1 F           |                 | 31                    |
| Education intra-muros - ouvert         |  | 36 G     |       |              | 24 F          | 22 G            | 82                    |
| Education extra-muros - ouvert         |  | 10 G     | 22 G  |              |               |                 | 32                    |
| Education - fermé                      | 40 G   | 10 G     |       |              | 3 F           | 10 G            | 63                    |
| Intermédiaire - ouvert                 |  |          |       |              | 2 F           | 10 G            | 12                    |
| Total par institution publique         | 40   | 56       | 22    | 30           | 38 F          | 52              | 238                   |

§ 2. Les types et les capacités de prise en charge d'urgence de l'ensemble des institutions publiques sont répartis comme suit :

|  | Institution publique de protection de la jeunesse – Offre de PEC “ d'urgence » |          |       |              |               |                 |                       |
|--|--|----------|-------|--------------|---------------|-----------------|-----------------------|
| Type de PECG =<br>garçonsF =<br>filles | Braine-le-Château  | Fraipont | Jumet | Saint-Hubert | Saint-Servais | Wauthier-Braine | Total par type de PEC |
| Evaluation et orientation - ouvert     |  |          |       |              |               |                 |                       |
| Evaluation et orientation - fermé      |  |          |       | 3            | 1*            |                 | 4                     |
| Education intra-muros - ouvert         |  |          |       |              |               |                 |                       |

| Type de PECG = garçonsF = filles | Institution publique de protection de la jeunesse – Offre de PEC “ d’urgence » |          |       |              |               |                 | Total par type de PEC |
|----------------------------------|--|----------|-------|--------------|---------------|-----------------|-----------------------|
|                                  | Braine-le-Château  | Fraipont | Jumet | Saint-Hubert | Saint-Servais | Wauthier-Braine |                       |
| Education extra-muros - ouvert   |  |          |       |              |               |                 |                       |
| Education - fermé                | 3  |          |       |              | 1*            |                 | 4                     |
| Intermédiaire - ouvert           |  |          |       |              |               |                 |                       |
| Total par institution publique   | 3  |          |       | 3            | 1             |                 | 87                    |

\*La place d’urgence de l’institution publique de Saint-Servais est disponible soit pour l’unité d’évaluation et orientation, soit pour l’unité d’éducation. ».

**Art. 5.** Dans le Titre II du même arrêté, à la place de l’article 11, abrogé par l’article 35 du décret du 20 juillet 2023 modifiant diverses dispositions en aide à la jeunesse, il est inséré un article 11 rédigé comme suit :

“ Art. 11. Sans préjudice des conditions énumérées à l’article 12, les places d’urgence en institution publique sont destinées à l’accueil des jeunes poursuivis du chef de l’un des faits qualifiés infractions suivants :

1) les faits qualifiés de meurtre et de tentative de meurtre suivants :

a) les faits qualifiés de meurtre, assassinat, parricide, infanticide ou empoisonnement tels que visés respectivement aux articles 393, 394, 395, 396 et 397 du Code pénal ;

b) le fait qualifié meurtre commis pour faciliter le vol ou l’extorsion soit pour en assurer l’impunité visé à l’article 475 du Code pénal ;

2° les faits qualifiés de coups et blessures volontaires suivants :

a) le fait qualifié de coups et blessures volontaires dont il résulte soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l’usage absolu d’un organe, soit une mutilation grave, tels que visés à l’article 400 du Code pénal ;

b) le fait qualifié de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, tels que visés à l’article 401 du Code pénal ;

c) le fait qualifié d’administration volontaire des substances qui auront causé soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel de plus de quatre mois soit la perte de l’usage absolu d’un organe telle que visée à l’article 403 du Code pénal ;

d) le fait qualifié d’administration volontaire, mais sans intention de donner la mort, des substances qui l’ont pourtant causée, telle que visée à l’article 404 du Code pénal ;

e) le fait qualifié d’entrave méchante à la circulation routière, ferroviaire, fluviale ou maritime s’il est résulté des coups ou des blessures, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité de travail personnel de plus de quatre mois, soit la perte de l’usage absolu d’un organe, soit une mutilation grave, telle que visée aux articles 400, 406 et 407 combinés du Code pénal ;

f) le fait qualifié d’entrave méchante à la circulation routière, ferroviaire, fluviale ou maritime ayant causé la mort d’une personne, telle que visée aux articles 406 et 408 combinés du Code pénal ;

3° les faits qualifiés d’actes à caractère sexuel aggravés suivants :

a) le fait qualifié d’acte à caractère sexuel non consentis ayant entraîné la mort, sans intention de la donner, tels que visés à l’article 417/12 du Code pénal ;

b) le fait qualifié d’acte à caractère sexuel non consentis précédés ou accompagnés de torture, de séquestration ou de violence grave, tels que visés à l’article 417/13 du Code pénal ;

c) le fait qualifié de viol commis sous la menace d’une arme ou d’un objet qui y ressemble ou après administration de substances inhibitives ou désinhibitives, tel que visé à l’article 417/14 du Code pénal ;

d) le fait qualifié de viol commis au préjudice d’une personne dans une situation de vulnérabilité, tel que visé à l’article 417/15 du Code pénal ;

e) le fait qualifié de viol commis avec un mobile discriminatoire, tel que visé à l’article 417/20 du Code pénal ;

f) le fait qualifié de viol commis avec l’aide ou en présence d’une ou de plusieurs personnes, tel que visé à l’article 417/22 du Code pénal ;

4° le fait qualifié d’exploitation sexuelle qui consiste en le recrutement d’un mineur à des fins de débauche ou de prostitution, tel que visé à l’article 417/27 du Code pénal ;

5° les faits qualifiés de vol avec violences ou menaces et d’extorsions suivants :

a) lorsque celles-ci ont causé une maladie paraissant incurable, une incapacité de travail personnel de plus de quatre mois, la perte complète de l’usage d’un organe ou une mutilation grave, tel que visé à l’article 473, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code pénal ;

b) si les malfaiteurs ont soumis les personnes à la torture corporelle, tels que visé à l’article 473, alinéa 2, du Code pénal ;

c) lorsque celles-ci ont entraîné la mort sans l’intention de la donner, tels que visé à l’article 474 du Code pénal ;

6° le fait qualifié de détention illégale et arbitraire, par un particulier, d’une personne quelconque si la personne détenue a été menacée de mort, tel que visée à l’article 437 du Code pénal ;

7° les faits qualifiés d'enlèvement ou de recel d'un mineur ou d'une personne vulnérable suivants :

a) ayant causé la mort, tel que visé à l'article 428, § 5, du Code pénal ;

b) ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité de travail personnel de plus de quatre mois, la perte complète de l'usage d'un organe, ou une mutilation grave, tel que visé à l'article 428, § 4, du Code pénal ;

8° le fait qualifié de prise d'otage, telle que visée à l'article 347bis du Code pénal ;

9° le fait qualifié de torture, telle que visée à l'article 417/2 du Code pénal ;

10° le fait qualifié de traitement inhumain, tel que visé à l'article 417/3 du Code pénal ;

11° les faits qualifiés de terrorisme suivants :

a) le fait qualifié de participation aux activités d'un groupe terroriste, tel que visé à l'article 140 du Code pénal ;

b) le fait qualifié d'incitation à commettre un acte terroriste, tel que visé à l'article 140bis du Code pénal ;

c) le fait qualifié de recrutement pour commettre un acte terroriste, tel que visé à l'article 140ter du Code pénal.

12° le fait ou de la tentative d'un fait qualifié de vol à l'aide de violences ou extorsion, commis par deux ou plusieurs personnes, et au cours duquel une arme est employée ou montrée ou si les personnes ont fait croire qu'elles étaient armées, tel que visé aux articles 468, 471 et 472 combinés du Code pénal ou aux articles 470, 471 et 472 combinés du Code pénal.

**Art. 6.** Dans le Titre II du même arrêté, à la place de l'article 12, abrogé par l'article 35 du décret du 20 juillet 2023 modifiant diverses dispositions en aide à la jeunesse, il est inséré un article 12 rédigé comme suit :

“ Art. 12 § 1<sup>er</sup>. Les trois places d'urgence disponibles au sein de l'unité d'évaluation et d'orientation de l'institution publique de Saint-Hubert sont destinées à l'accueil de jeunes poursuivis du chef de l'un des faits qualifiés infractions visés à l'article 11, 1° à 12°.

§ 2. Parmi les trois places d'urgence disponibles de l'unité d'éducation de l'institution publique de Braine-Le-Château, deux places sont destinées à l'accueil des jeunes poursuivis du chef de l'un des faits qualifiés infractions visés à l'article 11, 1° à 12°, et qui répondent à l'une des conditions suivantes :

1° aucune place d'urgence en unité d'évaluation et orientation n'est disponible au moment de la demande formulée par le tribunal de la jeunesse ;

2° le jeune se trouve dans l'une des situations visées à l'article 9 ;

3° le jeune a fait l'objet d'une mesure d'hébergement au sein d'une unité d'évaluation et orientation endéans les six mois.

Par dérogation à l'article 11, parmi les trois places d'urgence disponibles au sein de l'unité d'éducation de l'institution publique de Braine-le-Château, une place est destinée exclusivement à l'accueil des jeunes poursuivis du chef de l'un des faits qualifiés infractions visés à l'article 11, 1°, 2°, b), d) et f), 3°, a) et b), 5°, b) et c), 7°, a), 9°, 10° et 11°, et qui répondent à l'une des trois conditions visées au paragraphe 2.

§ 3. La place d'urgence de l'unité d'évaluation et orientation de l'institution publique de Saint-Servais est destinée à l'accueil d'une jeune poursuivie du chef de l'un des faits qualifiés infractions visés à l'article 11, 1° à 12°.

La place d'urgence de l'unité d'éducation de l'institution publique de Saint-Servais est destinée à l'accueil d'une jeune poursuivie du chef de l'un des faits qualifiés infractions visés à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, 1° à 12°, et qui se trouve dans l'une des situations visées à l'article 9. ».

**Art. 7.** Dans le Titre II du même arrêté, à la place de l'article 13, abrogé par l'article 35 du décret du 20 juillet 2023 modifiant diverses dispositions en aide à la jeunesse, il est inséré un article 13 rédigé comme suit :

“ Art. 13. Dès qu'une place ordinaire se libère dans l'institution publique, le jeune qui est entré sur une place d'urgence intègre cette place ordinaire, selon les principes suivants :

1° si le jeune est entré sur place d'urgence en unité d'évaluation et orientation, il intègre une place ordinaire en unité d'évaluation et orientation ;

2° si le jeune est entré sur place d'urgence en unité d'éducation, il intègre une place ordinaire en unité d'éducation. Cependant, si le jeune a été placé sur une place d'urgence en unité d'éducation à défaut de place d'urgence en unité d'évaluation et orientation, il peut intégrer une place ordinaire en unité d'évaluation et orientation sur décision du tribunal de la jeunesse. ».

**Art. 8.** Dans le Titre II du même arrêté, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit :

“ Art. 13/1. Au plus tard pour le 31 décembre 2026, l'Administration procède à une évaluation des principes mis en œuvre par l'article 9. Cette évaluation est effectuée au sein du comité de concertation visé par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la jeunesse. ».

**Art. 9.** À l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “ 9 à 13 » sont remplacés par les mots “ 63/1 à 63/3 du décret » ;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“ De plus, les projets éducatifs décrivent, pour chaque type de prise en charge, le type d'activités éducatives et de loisirs organisées. » ;

3° à l'article 15 du même arrêté, dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “ et spécifiques » sont insérés entre le mot “ communs » et les mots “ et leurs éventuelles modifications ».

**Art. 10.** Dans l'article 17 du même arrêté, le mot “ 9 » est remplacé par les mots “ 63, § 2, du décret ».

**Art. 11.** À l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “ rubriqué » et “ au nom du jeune » sont abrogés ;

2° dans l'alinéa 2, le mot “ personnel » est abrogé ;

3° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

“ Le jeune dispose librement de son argent. » ;

4° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

“ Aucun prélèvement d'argent ne peut être opéré sur le compte sans l'accord écrit exprès du jeune. »

5° l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

“ Lors de la sortie définitive du jeune, le solde en sa faveur lui est restitué. Le solde qui n'a pas pu lui être restitué est exclusivement affecté à la rencontre des besoins individuels des jeunes pris en charge. ».

**Art. 12.** Dans l'article 38 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“ Chaque année, au 1<sup>er</sup> janvier, ce montant est adapté à l'indice santé selon la formule suivante :

Montant de base (10,50 euros) x indice santé du mois de janvier de l'année budgétaire concernée

Indice santé du mois de janvier de l'année budgétaire précédente ».

**Art. 13.** À l'article 46, § 2, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

“ En régime fermé, le visiteur présente un document d'identité et dépose ses effets dans un endroit fermé à clef. En cas de risques pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité, le directeur de l'institution publique peut limiter le nombre de personnes admises en même temps auprès du jeune. » ;

2° dans l'ancien alinéa 1<sup>er</sup>, devenant l'alinéa 2, les mots “ En régime ouvert, » sont insérés avant les mots “ en cas de risques pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité ».

**Art. 14.** Dans l'article 47 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au 6°, les mots “ et les personnes ou instances chargées du contrôle de l'institution publique » sont supprimés ;

2° un 7° est ajouté et rédigé comme suit : “ 7° les personnes ou instances chargées du contrôle et de l'inspection de l'institution publique.

**Art. 15.** L'article 48 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

“ Art.48. § 1<sup>er</sup>. Afin d'assurer l'ordre et la sécurité et de s'assurer du respect du droit aux visites des jeunes, les visites sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, qui précise pour chaque visite :

1° l'identité du jeune visité ;

2° l'identité du visiteur ;

3° la date, les heures d'entrée et de sortie de la visite ;

4° l'objet de la visite.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration exerçant une mission d'inspection à l'égard des institutions publiques ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 73 du décret ;

4° les membres de la Commission de recours visée à l'article 90 du décret, dans les limites de l'objet du recours ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune.

§ 2. Afin d'assurer le contrôle de l'usage de cette mesure et du respect des droits des jeunes, les décisions d'interdiction ou de restriction de visites prises par le directeur de l'institution publique en vertu des articles 67 et 67/1 du décret sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, qui précise pour chaque décision :

1° l'identité du jeune

2° l'objet de la décision ;

3° les circonstances ayant amené à prendre la décision et les motifs qui la justifient ;

4° la durée de l'interdiction ou de la restriction ;

5° la date de la décision d'interdiction ou de restriction de visite ;

6° l'identité de la personne avec laquelle le jeune est interdit de visite ou limité dans ses visites et l'existence du lien, familial ou autre, avec le jeune concerné ;

7° le cas échéant, la confirmation de la décision du directeur de l'institution publique par le tribunal de la jeunesse.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration exerçant une mission d'inspection à l'égard des institutions publiques ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 73 du décret ;

4° les membres de la Commission de recours visée à l'article 90 du décret, dans les limites de l'objet du recours ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune.

§ 3. Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile et contient les données relatives aux visites et aux décisions d'interdiction ou de restriction de visites prises au cours de cette année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans les registres visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre est établi.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur de l'institution publique transmet à l'administration un rapport relatif aux décisions d'interdiction ou de restriction de visites prises au cours de l'année précédente. Ce rapport précise, de manière agrégée, le nombre de décisions, leur objet, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés. ».

**Art. 16.** Dans l'article 54, § 2, du même arrêté les mots " article 105, alinéa 3 » sont remplacés par les mots " article 105, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ».

**Art. 17.** À l'article 58 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " Afin d'une part d'assurer le contrôle, d'une part, de l'usage de la mesure visée à l'article 69 du décret et, d'autre part, du respect du droits des jeunes, » sont insérés avant les mots " Les mesures d'isolement sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure : ».

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, les mots " ou, lorsqu'il est absent, d'un infirmier qualifié intervenant sous la responsabilité d'un médecin » sont insérés entre les mots " la visite d'un médecin » et les mots " lorsque la mesure d'isolement vise à assurer la sécurité physique du jeune ».

3° dans l'alinéa 2, les 1° à 6° sont remplacés par ce qui suit :

" 1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des institutions publiques » ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 73 du décret ;

4° les membres de la commission de recours visé à l'article 90 du décret, dans les limites de l'objet du recours ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune. ».

4° l'alinéa 3 est modifié par ce qui suit :

" Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile et contient les données personnelles relatives aux mesures d'isolement prises au cours de cette année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre est établi. ».

**Art. 18.** À l'article 60, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 2°, le mot " notamment » est supprimé ;

2° dans le 5°, la phrase est complétée par les mots " , à l'exception des sorties visant à concrétiser le projet de réinsertion du jeune ».

**Art. 19.** À l'article 61 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " A l'exception de la sanction visée à l'article 60, 1° » sont insérés avant les mots " le membre du personnel qui constate un comportement visé à l'article 59 » ;

2° au paragraphe 2,

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 1° est complété par les mots " à l'origine du comportement reproché » ;

b) dans l'alinéa 2, les mots " 1° et 3° » sont abrogés.

**Art. 20.** À l'article 62 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup> les mots " Les sanctions sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure pour chaque sanction : » sont remplacés par les mots " Afin d'une part d'assurer le contrôle de l'usage de la sanction et, d'autre part, de respecter les droits des jeunes, les sanctions sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque sanction : ».

2° dans l'alinéa 2, les 1° à 6° sont remplacés par ce qui suit :

" Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration exerçant une mission d'inspection à l'égard des institutions publiques ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 73 du décret ;

4° les membres de la commission de recours visé à l'article 90 du décret, dans les limites de l'objet du recours ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune. ».

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

" Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre est établi. ».

**Art. 21.** Dans l'article 64, § 2, du même arrêté, les mots " d'intermède ou » sont abrogés.

**Art. 22.** À l'article 70, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 21° rédigé comme suit :

" 21° de deux à quatre représentants de l'Union francophone des Magistrats de la Jeunesse dont au moins deux représentants des tribunaux de la jeunesse et au moins un représentant des parquets de la jeunesse. » ;

2° dans l'alinéa 3, le mot " 20° » est remplacé par le mot " 21° ».

**Art. 23.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Art. 24.** La Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 21 décembre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/000244]

**21 DECEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming (hierna 'decreet' genoemd), in het bijzonder artikelen 63, §§ 1 en 3, en 63/1 tot 63/3, 64, 64/1, 71 en 124/1, § 4;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;

Gelet op de 'gendertest', uitgevoerd op 30 juni 2023 overeenkomstig artikel 4, lid 2, 1° van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 6 juli 2023;

Gelet op advies nr. 43 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, uitgebracht op 19 oktober 2023;

Gelet op advies nr. 148/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, uitgebracht op 20 oktober 2023;

Gelet op advies nr. 74.846/2 van de Raad van State, uitgebracht op 12 december 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat artikel 124/1, § 4, lid 1 van het decreet voorziet in de verplichting voor de jeugdrechtbank om de jongere te onderwerpen aan een specifieke beoordeling (uitgevoerd in een overheidsinstelling door een evaluatie- en oriëntatie-eenheid of, in de leefomgeving van de jongere, door een mobiel ondersteuningsteam via een onderzoek- en beoordelingsopdracht), voordat hij wordt opgevangen in een opvoedingseenheid;

Dat artikel 124/1, § 4, lid 2 voorziet in de mogelijkheid dat de jeugdrechtbank in een aantal door de Regering bepaalde gevallen een maatregel tot huisvesting in een overheidsinstelling in een opvoedingseenheid beveelt, zonder dat ze een verslag van een evaluatie- en oriëntatie-eenheid van een overheidsinstelling of van een mobiel ondersteuningsteam heeft ontvangen;

Dat dit besluit op die manier de gevallen vastlegt waarin de jeugdrechtbank niet over dit verslag moet beschikken, alvorens een maatregel tot huisvesting in een overheidsinstelling in een open of gesloten opvoedingseenheid te nemen;

Overwegende dat artikel 63, § 3 van het decreet bepaalt dat de Regering de capaciteiten, criteria en modaliteiten voor het gebruik van plaatsen voor dringende opvang vaststelt;

Dat de capaciteiten van de plaatsen voor dringende opvang worden verdeeld op basis van de eigen infrastructuur van de overheidsinstellingen;

Dat de plaatsen voor dringende opvang alleen in het gesloten regime beschikbaar zijn;

Dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen de plaatsen voor dringende opvang die beschikbaar zijn in de evaluatie- en oriëntatie-eenheden, en de plaatsen voor dringende opvang die beschikbaar zijn in de opvoedingseenheden;

Dat met het oog op de naleving van het principe dat de jeugdrechtbank geen maatregel tot huisvesting in een overheidsinstelling in een opvoedingseenheid kan bevelen, zonder een verslag te hebben ontvangen van een evaluatie- en oriëntatie-eenheid van een overheidsinstelling of van een mobiel evaluatieondersteuningsteam, zoals bedoeld in artikel 124/1 van het decreet, de enige plaats voor dringende opvang in de overheidsinstelling in Saint-Servais, al naargelang de situatie die zich voordoet, hetzij voor de evaluatie- en oriëntatie-eenheid, hetzij voor de opvoedingseenheid beschikbaar moet zijn;

Dat de tabel met de types en capaciteit van opvang in de overheidsinstellingen in artikel 13 van het besluit van 3 juli 2019 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming (hierna 'besluit van 3 juli 2019') moet worden bijgewerkt om deze wijziging te weerspiegelen;

Overwegende dat het besluit van 3 juli 2019 moet worden gewijzigd om de nieuwe wijzigingen in het decreet te weerspiegelen;

Overwegende dat de registers van de overheidsinstellingen persoonsgegevens van de jongeren bevatten;

Dat deze gegevens moeten worden beschermd overeenkomstig Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (AVG) en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;



Overwegende dat de bewaartermijn van de persoonsgegevens in de verschillende door de overheidsinstellingen opgestelde registers moet worden verduidelijkt, zodat deze niet langer is gekoppeld aan het 'definitieve vertrek' van de jongere - wat een te vaag begrip is - en zodat de overheidsinstellingen deze gegevens per periode kunnen verwijderen - in één keer voor alle beslissingen die in hetzelfde kalenderjaar zijn genomen - en niet langer afzonderlijk, voor elke jongere en voor elk register;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 72 van het decreet, de inspectiedienst van het bevoegde bestuur de uitvoering en naleving controleert van alle door of krachtens het wetboek vastgestelde bepalingen betreffende de overheidsinstellingen, met name door regelmatig aanwezig te zijn op het terrein;

Dat de commissie van toezicht, overeenkomstig artikel 73 van het decreet, een onafhankelijke controle uitoefent op de omstandigheden waarin de jongeren van hun vrijheid zijn beroofd, en op de eerbiediging van hun rechten in de overheidsinstellingen;

Dat de beroepscommissie, bedoeld in artikel 90 van het decreet, als opdracht heeft om te beslissen over de beroepen die haar worden voorgelegd met betrekking tot een beslissing van de directeur van een overheidsinstelling;

Dat de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind, overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, als opdracht heeft om ervoor te zorgen dat de rechten en belangen van kinderen worden gevrijwaard;

Dat de opdrachten van deze vier organen verantwoordelijk dat ze toegang moeten kunnen hebben tot de registers van de overheidsinstellingen binnen de grenzen van hun opdrachten;

Overwegende dat de leidend ambtenaar bevoegd is om zich in de plaats te stellen van de beslissingen die zijn genomen door de directeur, overeenkomstig artikelen 80 en volgende van het decreet;

Dat de leidend ambtenaar dus de persoon moet zijn die verantwoordelijk is voor de controle van de motivering en de gegrondheid om beslissingen niet aan de jongere mee te delen;

Overwegende dat de jongere toegang heeft tot alle vermeldingen in de verschillende registers waartoe hij toegang heeft gekregen;

Dat hij echter geen toegang heeft tot de vermeldingen met betrekking tot andere jongeren;

Dat de jongere in die zin alleen toegang tot de registers heeft voor de informatie die hem aangaat;

Op voordracht van de minister voor Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1919 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming worden de woorden 'types en' opgeheven.

**Art. 2.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art.4. Wanneer een beslissing niet formeel is gemotiveerd, overeenkomstig de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen, wordt de leidend ambtenaar of, bij diens afwezigheid, de hiërarchische meerdere van het niveau er net onder, binnen vierentwintig uur op de hoogte gebracht van deze beslissing en van de redenen die deze afwezigheid van motivering verantwoordelijk maken. Als hij deze redenen onvoldoende acht, beveelt de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde dat het besluit wordt gemotiveerd.

Alle beslissingen die de directeur van de overheidsinstelling ten aanzien van een jongere neemt, worden opgenomen in een speciaal daarvoor bestemd register, zodat de motivering en de gegrondheid om deze motivering niet aan de jongere mee te delen, kunnen worden gecontroleerd. Dit register bevat de motivering van de beslissing die ten aanzien van de jongere is genomen, en de motivering van de beslissing om de motivering van de beslissing over de jongere niet aan die laatste mee te delen.

Dit register kan op elk moment worden geraadpleegd door:

1° de leden van het bevoegde bestuur die een inspectieopdracht uitvoeren ten aanzien van de overheidsinstellingen;

2° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 73 van het decreet;

3° de leden van de beroepscommissie bedoeld in artikel 90 van het decreet, binnen de grenzen van het voorwerp van het beroep.

In het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld met de in lid 2 bedoelde beslissingen. Het bevat de beslissingen die ten aanzien van de jongere zijn genomen, overeenkomstig lid 2, in de loop van dit kalenderjaar. De persoonsgegevens in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. "

**Art. 3.** In Titel II van hetzelfde besluit wordt ter vervanging van artikel 9, dat is opgeheven bij artikel 35 van het decreet van 20 juli 2023 tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd, een artikel 9 ingevoegd dat als volgt is opgesteld:

"Art. 9. De jeugdrechtsbank kan in de volgende situaties een maatregel tot huisvesting in een overheidsinstelling in een opvoedingseenheid ten aanzien van een jongere bevelen, zonder het verslag bedoeld in artikelen 63/1 en 119/1 van het decreet dat niet meer dan zes maanden oud is, te hebben ontvangen:

1° wanneer de jeugdrechtsbank de sociale studie en het medisch-psychologisch onderzoek bedoeld in artikel 99, lid 2 van het decreet laat uitvoeren om eventueel afstand te doen overeenkomstig artikel 125 van het decreet;

2° de jongere is sinds maximaal drie maanden zonder toestemming van een overheidsinstelling afwezig, en is het voorwerp geweest van opvang, waarvan het einde meer dan zes maanden teruggaat, door een evaluatie- en oriëntatie-eenheid bedoeld in artikel 63/1 van het decreet of door een mobiel ondersteuningsteam in het kader van een onderzoeks- en evaluatieopdracht bedoeld in artikel 119/1 van het decreet;

3° de jongere is het voorwerp geweest van opvang door een evaluatie- en oriëntatie-eenheid bedoeld in artikel 63/1 van het decreet of door een mobiel ondersteuningsteam in het kader van een onderzoeks- en evaluatieopdracht bedoeld in artikel 119/1 van het decreet, en krijgt op het moment waarop de rechter de maatregel neemt, ondersteuning van een mobiel ondersteuningsteam overeenkomstig artikel 120, 1° van het decreet.”

**Art. 4.** In Titel II van hetzelfde besluit wordt ter vervanging van artikel 10, dat is opgeheven bij artikel 35 van het decreet van 20 juli 2023 tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd, een artikel 10 ingevoegd dat als volgt is opgesteld:

“Art. 10. § 1. De types en capaciteit van gewone opvang van alle overheidsinstellingen worden als volgt verdeeld:

| Type OPVJ<br>= jongensM<br>= meisjes            | Overheidsinstelling voor jeugdbescherming - Aanbod 'gewone' OPV |          |       |                  |                   |                    |                        |
|---|---|----------|-------|------------------|-------------------|--------------------|------------------------|
|   | Kasteel-<br>brakel  | Fraipont | Jumet | Saint-<br>Hubert | Saint-<br>Servais | Wouters-<br>brakel | Totaal per<br>type OPV |
| Evaluatie<br>en oriënta-<br>tie - open          |   |          |       |                  | 8 M               | 10 J               | 18                     |
| Evaluatie<br>en oriënta-<br>tie - geslo-<br>ten |   |          |       | 30 J             | 1 M               |                    | 31                     |
| Opvoeding<br>intra muros<br>- open              |   | 36 J     |       |                  | 24 M              | 22 J               | 82                     |
| Opvoeding<br>extra<br>muros -<br>open           |   | 10 J     | 22 J  |                  |                   |                    | 32                     |
| Opvoeding<br>- gesloten                         | 40 J  | 10 J     |       |                  | 3 M               | 10 J               | 63                     |
| Interme-<br>diar - open                         |   |          |       |                  | 2 M               | 10 J               | 12                     |
| Totaal per<br>overheid-<br>sinstelling          | 40  | 56       | 22    | 30               | 38 M              | 52                 | 238                    |

§ 2. De types en capaciteit van dringende opvang van alle overheidsinstellingen worden als volgt verdeeld:

| Type OPVJ<br>= jongensM<br>= meisjes            | Overheidsinstelling voor jeugdbescherming - Aanbod 'dringende' OPV |          |       |                  |                   |                    |                        |
|---|--|----------|-------|------------------|-------------------|--------------------|------------------------|
|   | Kasteel-<br>brakel   | Fraipont | Jumet | Saint-<br>Hubert | Saint-<br>Servais | Wouters-<br>brakel | Totaal per<br>type OPV |
| Evaluatie<br>en oriënta-<br>tie - open          |  |          |       |                  |                   |                    |                        |
| Evaluatie<br>en oriënta-<br>tie - geslo-<br>ten |  |          |       | 3                | 1*                |                    | 4                      |
| Opvoeding<br>intra muros<br>- open              |  |          |       |                  |                   |                    |                        |
| Opvoeding<br>extra<br>muros -<br>open           |  |          |       |                  |                   |                    |                        |
| Opvoeding<br>- gesloten                         | 3  |          |       |                  | 1*                |                    | 4                      |
| Interme-<br>diar - open                         |  |          |       |                  |                   |                    |                        |
| Totaal per<br>overheid-<br>sinstelling          | 3  |          |       | 3                | 1                 |                    | 87                     |

\*De plaats voor dringende opvang van de overheidsinstelling in Saint-Servais is beschikbaar voor de evaluatie- en oriëntatie-eenheid of voor de opvoedingseenheid.”

**Art. 5.** In Titel II van hetzelfde besluit wordt ter vervanging van artikel 11, dat is opgeheven bij artikel 35 van het decreet van 20 juli 2023 tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd, een artikel 11 ingevoegd dat als volgt is opgesteld:

“Art. 11. Onverminderd de voorwaarden in artikel 12 zijn de plaatsen voor dringende opvang in overheidsinstellingen bedoeld voor de opvang van jongeren die worden vervolgd voor een van de volgende feiten die als misdrijven zijn gekwalificeerd:

1) de volgende feiten die als doodslag en poging tot doodslag zijn gekwalificeerd:

a) de feiten die zijn gekwalificeerd als doodslag, moord, oudermoord, kindermoord of vergiftiging, zoals respectievelijk bedoeld in artikelen 393, 394, 395, 396 en 397 van het Strafwetboek;

b) het feit dat is gekwalificeerd als doodslag om diefstal of afpersing te vergemakkelijken, of om de straffeloosheid ervan te verzekeren, zoals bedoeld in artikel 475 van het Strafwetboek;

2° de volgende feiten die als vrijwillige slagen en verwondingen zijn gekwalificeerd:

a) het feit dat is gekwalificeerd als vrijwillige slagen en verwondingen, met als gevolg ofwel een schijnbaar ongeneeslijke ziekte, ofwel een blijvende persoonlijke werkonbekwaamheid, ofwel het verlies van het absolute gebruik van een orgaan, ofwel een ernstige verminking, zoals bedoeld in artikel 400 van het Strafwetboek;

b) het feit dat is gekwalificeerd als vrijwillige slagen met de dood tot gevolg, zoals bedoeld in artikel 401 van het Strafwetboek;

c) het feit dat is gekwalificeerd als het opzettelijk toedienen van schadelijke stoffen, met als gevolg ofwel een schijnbaar ongeneeslijke ziekte, ofwel een blijvende persoonlijke werkonbekwaamheid van meer dan vier maanden, ofwel het verlies van het absolute gebruik van een orgaan, zoals bedoeld in artikel 403 van het Strafwetboek;

d) het feit dat is gekwalificeerd als het opzettelijk toedienen van schadelijke stoffen met ongewild de dood tot gevolg, zoals bedoeld in artikel 404 van het Strafwetboek;

e) het feit dat is gekwalificeerd als het kwaadwillig belemmeren van het verkeer op de spoorweg, de weg, de binnenwateren of op zee, als het gevolg van de slagen of verwondingen ofwel een schijnbaar ongeneeslijke ziekte, ofwel een blijvende persoonlijke werkonbekwaamheid van meer dan vier maanden, ofwel het verlies van het absolute gebruik van een orgaan, ofwel een ernstige verminking is, zoals bedoeld in de samengevoegde artikelen 400, 406 en 407 van het Strafwetboek;

f) het feit dat is gekwalificeerd als het kwaadwillig belemmeren van het verkeer op de spoorweg, de weg, de binnenwateren of op zee, met de dood van een persoon tot gevolg, zoals bedoeld in de samengevoegde artikelen 406 en 408 van het Strafwetboek;

3° de volgende feiten die als verzwaarde seksuele handelingen zijn gekwalificeerd:

a) het feit dat is gekwalificeerd als een niet-consensuele seksuele handeling met de dood tot gevolg, zoals bedoeld in artikel 417/12 van het Strafwetboek;

b) het feit dat is gekwalificeerd als een niet-consensuele seksuele handeling voorafgegaan door of gepaard gaand met foltering, opsluiting of zwaar geweld, zoals bedoeld in artikel 417/13 van het Strafwetboek;

c) het feit dat is gekwalificeerd als verkrachting gepleegd onder bedreiging van een wapen of op een wapen gelijkend voorwerp of na toediening van weerloosmakende of remmingsverlagende stoffen, zoals bedoeld in artikel 417/14 van het Strafwetboek;

d) het feit dat is gekwalificeerd als verkrachting gepleegd ten nadele van een persoon die in een kwetsbare toestand verkeert, zoals bedoeld in artikel 417/15 van het Strafwetboek;

e) het feit dat is gekwalificeerd als verkrachting gepleegd vanuit een discriminerende drijfveer, zoals bedoeld in artikel 417/20 van het Strafwetboek;

f) het feit dat is gekwalificeerd als verkrachting gepleegd met de hulp of in aanwezigheid van een of meer personen, zoals bedoeld in artikel 417/22 van het Strafwetboek;

4° het feit dat is gekwalificeerd als seksuele uitbuiting die erin bestaat een minderjarige te werven voor ontucht of prostitutie, zoals bedoeld in artikel 417/27 van het Strafwetboek;

5° de volgende feiten die als diefstal met geweldpleging of bedreiging en afpersing zijn gekwalificeerd:

a) wanneer ze een schijnbaar ongeneeslijke ziekte, een blijvende persoonlijke werkonbekwaamheid van meer dan vier maanden, het verlies van het absolute gebruik van een orgaan of een ernstige verminking hebben veroorzaakt, zoals bedoeld in artikel 473, lid 1 van het Strafwetboek;

b) indien de misdadigers de personen lichamelijk hebben gefolterd, zoals bedoeld in artikel 473, lid 2, van het Strafwetboek;

c) wanneer ze de dood tot gevolg hebben gehad, zoals bedoeld in artikel 474 van het Strafwetboek;

6° het feit dat is gekwalificeerd als illegale en willekeurige detentie, door een particulier, van een persoon indien de opgesloten persoon met de dood is bedreigd, zoals bedoeld in artikel 437 van het Strafwetboek;

7° de volgende feiten die als ontvoering of verberging van een minderjarige of kwetsbare persoon zijn gekwalificeerd:

a) met de dood tot gevolg, zoals bedoeld in artikel 428, § 5 van het Strafwetboek;

b) die een schijnbaar ongeneeslijke ziekte, een blijvende persoonlijke werkonbekwaamheid van meer dan vier maanden, het verlies van het absolute gebruik van een orgaan of een ernstige verminking hebben veroorzaakt, zoals bedoeld in artikel 428, § 4 van het Strafwetboek;

8° het feit dat is gekwalificeerd als een gijzeling, zoals bedoeld in artikel 347bis van het Strafwetboek;

9° het feit dat is gekwalificeerd als foltering, zoals bedoeld in artikel 417/2 van het Strafwetboek;

10° het feit dat is gekwalificeerd als onmenselijke behandeling, zoals bedoeld in artikel 417/3 van het Strafwetboek;

11° de volgende feiten die als terrorisme zijn gekwalificeerd:

a) het feit dat is gekwalificeerd als deelname aan de activiteiten van een terroristische groep, zoals bedoeld in artikel 140 van het Strafwetboek;

b) het feit dat is gekwalificeerd als aanzetten tot terrorisme, zoals bedoeld in artikel 140bis van het Strafwetboek;

c) het feit dat is gekwalificeerd als werving voor terrorisme, zoals bedoeld in artikel 140<sup>ter</sup> van het Strafwetboek.

12° het feit of de poging tot een feit dat is gekwalificeerd als diefstal met geweldpleging of afpersing, gepleegd door twee of meer personen, en waarbij een wapen wordt gebruikt of getoond, of indien de personen anderen hebben doen geloven dat ze gewapend waren, zoals bedoeld in de samengevoegde artikelen 468, 471 en 472 van het Strafwetboek of in de samengevoegde artikelen 470, 471 en 472 van het Strafwetboek.

**Art. 6.** In Titel II van hetzelfde besluit wordt ter vervanging van artikel 12, dat is opgeheven bij artikel 35 van het decreet van 20 juli 2023 tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd, een artikel 12 ingevoegd dat als volgt is opgesteld:

"Art. 12, § 1. De drie plaatsen voor dringende opvang die beschikbaar zijn in de evaluatie- en oriëntatie-eenheid van de overheidsinstelling in Saint-Hubert, zijn bestemd voor de opvang van jongeren die worden vervolgd voor een van de in artikel 11, 1° tot 12° bedoelde feiten die zijn gekwalificeerd als misdrijven.

§ 2. Van de drie beschikbare plaatsen voor dringende opvang van de opvoedingseenheid van de overheidsinstelling in Kasteelbrakel, zijn er twee bestemd voor de opvang van jongeren die worden vervolgd voor een van de in artikel 11, 1° tot 12° bedoelde feiten die zijn gekwalificeerd als misdrijven, en die aan een van de volgende voorwaarden voldoen:

1° er zijn geen plaatsen voor dringende opvang in een evaluatie- en oriëntatie-eenheid beschikbaar op het moment van de vraag van de Jeugdrechtbank;

2° de jongere bevindt zich in een van de in artikel 9 bedoelde situaties;

3° de jongere is binnen de zes maanden het voorwerp geweest van een maatregel tot huisvesting in een evaluatie- en oriëntatie-eenheid.

In afwijking van artikel 11 is er van de drie beschikbare plaatsen voor dringende opvang binnen de opvoedingseenheid van de overheidsinstelling in Kasteelbrakel, één uitsluitend bestemd voor de opvang van jongeren die worden vervolgd voor een van de in artikel 11, 1°, 2°, b), d) en f), 3°, a) en b), 5°, b) en c), 7°, a), 9°, 10° en 11° bedoelde feiten die zijn gekwalificeerd als misdrijven, en die aan een van de drie in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden voldoen.

§ 3. De plaats voor dringende opvang van de evaluatie- en oriëntatie-eenheid van de overheidsinstelling in Saint-Servais, is bestemd voor de opvang van een jongere die wordt vervolgd voor een van de in artikel 11, 1° tot 12° bedoelde feiten die zijn gekwalificeerd als misdrijven.

De plaats voor dringende opvang van de opvoedingseenheid van de overheidsinstelling in Saint-Servais, is bestemd voor de opvang van een jongere die wordt vervolgd voor een van de in artikel 11, § 1, 1° tot 12° bedoelde feiten die zijn gekwalificeerd als misdrijven, en die zich in een van de in artikel 9 bedoelde situaties bevindt. "

**Art. 7.** In Titel II van hetzelfde besluit wordt ter vervanging van artikel 13, dat is opgeheven bij artikel 35 van het decreet van 20 juli 2023 tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd, een artikel 13 ingevoegd dat als volgt is opgesteld:

"Art. 13. Zodra een gewone plaats vrijkomt in de overheidsinstelling, neemt de jongere die aanvankelijk een plaats voor dringende opvang had gekregen, deze gewone plaats in, overeenkomstig de volgende principes:

1° als de jongere aanvankelijk een plaats voor dringende opvang in een evaluatie- en oriëntatie-eenheid had gekregen, neemt hij in de evaluatie- en oriëntatie-eenheid een gewone plaats in;

2° als de jongere aanvankelijk een plaats voor dringende opvang in een opvoedingseenheid had gekregen, neemt hij in de opvoedingseenheid een gewone plaats in. Als de jongere echter een plaats voor dringende opvang in een opvoedingseenheid had gekregen omdat er geen plaats voor dringende opvang in een evaluatie- en oriëntatie-eenheid beschikbaar was, kan hij bij beslissing van de jeugdrechtbank een gewone plaats innemen in een evaluatie- en oriëntatie-eenheid. "

**Art. 8.** In Titel II van hetzelfde besluit wordt een als volgt opgesteld artikel 13/1 ingevoegd:

"Art. 13/1. Uiterlijk op 31 december 2026 voert het Bestuur een evaluatie uit van de principes die in artikel 9 worden uiteengezet. Deze evaluatie wordt uitgevoerd binnen het overlegcomité bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd. "

**Art. 9.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "9 tot 13" vervangen door de woorden "63/1 tot 63/3 van het decreet";

2° lid 3 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Daarnaast beschrijven de opvoedingsprojecten voor elk type opvang het type georganiseerde opvoedings- en vrijetijdsactiviteiten. ";

3° in artikel 15 van hetzelfde besluit worden in lid 1 de woorden "en specifieke" ingevoegd tussen het woord "gemeenschappelijke" en de woorden "en de eventuele wijzigingen ervan".

**Art. 10.** In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt het woord "9" vervangen door de woorden "63, § 2 van het decreet".

**Art. 11.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "in een rubriek opgenomen" en "namens de jongere" opgeheven;

2° in lid 2 wordt het woord "persoonlijk" opgeheven;

3° lid 4 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"De jongere beschikt vrij over zijn geld. ";

4° lid 5 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Er mag geen geld van de rekening worden gehaald zonder de uitdrukkelijke schriftelijke toestemming van de jongere. "

5° lid 8 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Bij zijn definitieve vertrek krijgt de jongere het saldo in zijn voordeel terugbetaald. Saldo's die niet kunnen worden terugbetaald, worden uitsluitend gebruikt om aan de individuele behoeften van de opgevangen jongeren te voldoen. "

**Art. 12.** In artikel 38 van hetzelfde besluit wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Dit bedrag wordt elk jaar op 1 januari aangepast aan de gezondheidsindex overeenkomstig de volgende formule:  
Basisbedrag (10,50 euro) x gezondheidsindex van de maand januari van het betreffende begrotingsjaar  
Gezondheidsindex van de maand januari van het vorige begrotingsjaar.”

**Art. 13.** In artikel 46, § 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° een als volgt opgesteld lid wordt ingevoegd vóór lid 1:

“In het gesloten regime tonen bezoekers een identiteitsbewijs en laten ze hun bezittingen achter op een afgesloten plaats. In geval van risico's voor de ordehandhaving of de veiligheid kan de directeur van de overheidsinstelling het aantal personen beperken dat tegelijkertijd bij de jongere wordt gelaten. ”;

2° in het oude lid 1, dat lid 2 wordt, worden de woorden “In het open stelsel,” ingevoegd vóór de woorden “in geval van risico's voor de ordehandhaving of de veiligheid.”

**Art. 14.** In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 6° worden de woorden “en de personen of organen die zijn belast met de controle van de overheidsinstelling” geschrapt;

2° er wordt een punt 7° toegevoegd, dat als volgt is opgesteld: “7° de personen of organen die zijn belast met de controle en de inspectie van de overheidsinstelling.”

**Art. 15.** Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art.48. § 1. Om de orde en veiligheid te waarborgen en ervoor te zorgen dat het recht op bezoek van jongeren wordt gerespecteerd, worden de bezoeken geregistreerd in een speciaal daarvoor bestemd register, waarin voor elk bezoek het volgende wordt gespecificeerd:

- 1° de identiteit van de bezochte jongere;
- 2° de identiteit van de bezoeker;
- 3° de datum, de tijdstippen waarop het bezoek begint en eindigt;
- 4° het doel van het bezoek.

Dit register kan op elk moment worden geraadpleegd door:

- 1° de leden van het bestuur die een inspectie-opdracht uitvoeren ten aanzien van de overheidsinstellingen;
- 2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 3° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 73 van het decreet;
- 4° de leden van de beroepscommissie bedoeld in artikel 90 van het decreet, binnen de grenzen van het voorwerp van het beroep;
- 5° de jongere, voor de vermeldingen die hem aangaan;
- 6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die de jongere aangaan.

§ 2. Om ervoor te zorgen dat het gebruik van deze maatregel en de eerbiediging van de rechten van de jongeren worden gecontroleerd, worden de beslissingen om bezoek te verbieden of te beperken, die door de directeur van de overheidsinstelling worden genomen krachtens artikelen 67 en 67/1 van het decreet, opgenomen in een speciaal daarvoor bestemd register, waarin voor elk beslissing het volgende wordt gespecificeerd:

- 1° de identiteit van de jongere;
- 2° het doel van de beslissing;
- 3° de omstandigheden die tot de beslissing hebben geleid, en de redenen die de beslissing verantwoorden;
- 4° de duur van het verbod of de beperking;
- 5° de datum van de beslissing om bezoek te verbieden of te beperken;
- 6° de identiteit van de persoon die de jongere niet of slechts beperkt mag bezoeken, en het bestaan van de familie- of andere band met de betrokken jongere;
- 7° in voorkomend geval de bevestiging van de beslissing van de directeur van de overheidsinstelling door de jeugdrechtbank.

Dit register kan op elk moment worden geraadpleegd door:

- 1° de leden van het bestuur die een inspectie-opdracht uitvoeren ten aanzien van de overheidsinstellingen;
- 2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 3° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 73 van het decreet;
- 4° de leden van de beroepscommissie bedoeld in artikel 90 van het decreet, binnen de grenzen van het voorwerp van het beroep;
- 5° de jongere, voor de vermeldingen die hem aangaan;
- 6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die de jongere aangaan.

§ 3. In het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld met gegevens over bezoeken en beslissingen om bezoek te verbieden of te beperken, die tijdens dat kalenderjaar worden genomen. De persoonsgegevens in de in paragrafen 1 en 2 bedoelde registers worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld.

Elk jaar, uiterlijk op 31 januari, stuurt de directeur van de overheidsinstelling naar het bestuur een verslag over de beslissingen om bezoek te verbieden of te beperken, die in het voorgaande jaar zijn genomen. Dit verslag specificeert, in geaggregeerde vorm, het aantal beslissingen, het doel, de duur en de redenen ervan, en het aantal betrokken jongeren. ”

**Art. 16.** In artikel 54, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “artikel 105, lid 3” vervangen door de woorden “artikel 105, § 1, lid 2”.

**Art. 17.** In artikel 58 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "Om er enerzijds voor te zorgen dat enerzijds het gebruik van de maatregel bedoeld in artikel 69 van het decreet, en anderzijds de eerbiediging van de rechten van de jongeren worden gecontroleerd," ingevoegd vóór de woorden "De afzonderingsmaatregelen moeten worden opgenomen in een speciaal daarvoor bestemd register, dat voor elke maatregel specificeert:"

2° in lid 1, 7° worden de woorden "of, wanneer hij afwezig is, een gekwalificeerde verpleegkundige die onder de verantwoordelijkheid van een arts werkt" ingevoegd tussen de woorden "het bezoek van de arts" en de woorden "wanneer de afzonderingsmaatregel bedoeld is om de fysieke veiligheid van de jongere te waarborgen".

3° in lid 2 worden punten 1° tot 6° vervangen door hetgeen volgt:

"1° de leden van het bevoegde bestuur die een inspectie-opdracht uitvoeren ten aanzien van de overheidsinstellingen";

2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

3° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 73 van het decreet;

4° de leden van de beroepscommissie bedoeld in artikel 90 van het decreet, binnen de grenzen van het voorwerp van het beroep;

5° de jongere, voor de vermeldingen die hem aangaan;

6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die de jongere aangaan. "

4° lid 3 wordt gewijzigd door hetgeen volgt:

"In het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld met persoonsgegevens over de afzonderingsmaatregelen die tijdens dat kalenderjaar worden genomen. De persoonsgegevens in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. "

**Art. 18.** In artikel 60, lid 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2° wordt het woord "met name" geschrapt;

2° in 5° wordt de zin aangevuld met de woorden ", met uitzondering van uitstappen die tot doel hebben om het re-integratieproject van de jongere te concretiseren".

**Art. 19.** In artikel 61 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1 worden de woorden "Met uitzondering van de sanctie bedoeld in artikel 60, 1" ingevoegd vóór de woorden "een personeelslid dat de in artikel 59 bedoelde gedragingen opmerkt";

2° in paragraaf 2,

a) wordt in lid 1 punt 1° aangevuld met de woorden "de oorzaak van het aangeklaagde gedrag";

b) worden in lid 2 de woorden "1° en 3°" opgeheven.

**Art. 20.** In artikel 62 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "De straffen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register, dat voor elke maatregel en voor elke sanctie wordt gespecificeerd:" vervangen door de woorden "Om er enerzijds voor te zorgen dat het gebruik van de sanctie wordt gecontroleerd, en dat anderzijds de rechten van de jongeren worden geëerbiedigd, worden de sancties opgenomen in een speciaal daarvoor bestemd register, dat voor elke sanctie specificeert:"

2° in lid 2 worden punten 1° tot 6° vervangen door hetgeen volgt:

"Dit register kan op elk moment worden geraadpleegd door:

1° de leden van het bestuur die een inspectie-opdracht uitvoeren ten aanzien van de overheidsinstellingen;

2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

3° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 73 van het decreet;

4° de leden van de beroepscommissie bedoeld in artikel 90 van het decreet, binnen de grenzen van het voorwerp van het beroep;

5° de jongere, voor de vermeldingen die hem aangaan;

6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die de jongere aangaan. "

3° lid 3 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"In het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld. De persoonsgegevens in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. "

**Art. 21.** In artikel 64, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "een intermediaire eenheid of" opgeheven:

**Art. 22.** In artikel 70, § 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt aangevuld met een als volgt opgesteld punt 21°:

"21° twee tot vier vertegenwoordigers van de 'Union francophone des Magistrats de la Jeunesse', onder wie ten minste twee vertegenwoordigers van de jeugdrechtbanken en ten minste één vertegenwoordiger van de jeugdparquetten. "

2° in lid 3 wordt het woord "20°" vervangen door het woord "21°".

**Art. 23.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

**Art. 24.** De minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 21 december 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2023/206751]

#### 13. November 2023 — Dekret über Maßnahmen im Bereich der Beschäftigungsförderung und der Arbeitsvermittlung (1)

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

#### KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

##### **Artikel 1 - Anwendungsbereich**

Vorliegendes Dekret findet Anwendung auf den von der Regierung bestimmten Dienst, die Partner sowie alle Personen, die die in vorliegendem Dekret festgelegten Unterstützungsmaßnahmen als Nutzer in Anspruch nehmen.

##### **Art. 2 - Personenbezeichnungen**

Personenbezeichnungen im vorliegenden Dekret gelten für alle Geschlechter.

##### **Art. 3 - Begriffsbestimmungen**

Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1. Dienst: der von der Regierung bestimmte Dienst;
2. Nutzer: Arbeitssuchende, Arbeitgeber, Arbeitnehmer und Schüler sowie jede natürliche oder juristische Person, die eine durch vorliegendes Dekret angebotene Dienstleistung nutzt oder nutzen kann;
3. Arbeitssuchender: jede Person, die auf der Suche nach einer beruflichen Tätigkeit als Arbeitnehmer oder als Selbstständiger ist und Zugang zum belgischen Arbeitsmarkt hat, unabhängig von ihrem jeweiligen Einkommen oder Ersatzeinkommen. Die Suche nach Arbeit beinhaltet die Suche nach dazu nützlichen Förder-, Praktika- oder Qualifizierungsangeboten;
4. Arbeitgeber: jede natürliche oder juristische Person, die eine bezahlte Arbeit im Rahmen eines statutarischen oder vertraglichen Arbeitsverhältnisses anbietet oder ein Praktikum oder eine Berufsausbildung anbietet;
5. Eintragung: die Eintragung in das Register der Arbeitssuchenden gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 22. Mai 2023 über die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung;
6. Partner: Einrichtungen oder Unternehmen, mit denen der Dienst zur Ausübung der in vorliegendem Dekret definierten Aufgaben zusammenarbeitet und die Dienstleistungen zugunsten der Nutzer anbieten, die die Umsetzung der in den;  
Artikeln 5 bis 7 beschriebenen Aufgaben unterstützen;
7. gleichlautendes Gutachten: einer Entscheidung vorhergehendes, verbindliches und form- und fristgerecht erstelltes Gutachten, das den Entscheidungsvorschlag nur dann gestattet, wenn es uneingeschränkt oder unter Auflagen günstig ist;
8. Datenschutz-Grundverordnung: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung);
9. LBA: die lokale Beschäftigungsagentur im Sinne von Artikel 8 § 1 des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer.

#### KAPITEL 2 — *Beschäftigungspolitische Aufgaben des Dienstes*

##### **Art. 4 - Zielpublikum**

Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels und unbeschadet anderer beschäftigungspolitischer Aufgaben, die ihm durch andere Dekrete aufgetragen werden, arbeitet der Dienst im Interesse von Nutzern und Personen, die sich beruflich orientieren oder entwickeln möchten.

##### **Art. 5 - Beschäftigungsförderung**

Der Dienst nimmt folgende Aufgaben im Bereich der Beschäftigungsförderung zugunsten von allen Nutzern mit Wohnsitz im deutschen Sprachgebiet wahr:

1. Anbieten von Informationen, insbesondere zu folgenden Themen:
  - a) offene Stellen-, Praktikums- und Ausbildungsangebote;
  - b) Unterstützungsdienste und Dienstleistungen, Begleit- und Fördermaßnahmen, Beschäftigungsprojekte und -programme, sowohl des Dienstes als auch von Partnern;